



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Branche Santé 33

contact@npa33.org
www.npa33.org
07 83 64 43 49

18 décembre 2023

Face aux démagogues racistes et aux capitalistes, Vive la solidarité des travailleur.se.s

Le rejet de la loi *Asile et Immigration* par les députés a été à la fois un échec du gouvernement et une gifle pour Darmanin qui se voyait déjà prendre l'avantage sur le terrain de la surenchère xénophobe et sécuritaire. Il s'est heurté aux manœuvres parlementaires de la droite et du RN, rivaux dans leur démagogie contre les migrants, et de la gauche qui prétendait combattre cette politique raciste par le rejet de la loi au Parlement.

Au final, cette mascarade parlementaire profite au RN, qui appelle à dissoudre l'Assemblée et qui postule à gouverner à déclarant : « *Nous sommes désormais les seuls opposants crédibles à Emmanuel Macron* ».

Quant à la loi, celle-ci est repartie en commission mixte paritaire, sur la base du texte voté par le Sénat. Une version durcie par la démagogie de LR qui voudrait supprimer l'AME (aide médicale pour les sans-papiers qui ne représente qu'à peine 0,5 % des dépenses de santé), prévoit la limitation du regroupement familial et de la régularisation des travailleurs sans-papiers dans les métiers en tension à laquelle le préfet pourra s'opposer « *en cas de menace à l'ordre public, de non-respect des valeurs de la République ou de polygamie* »... Tout leur est bon pour essayer de jouer sur les fantasmes et les peurs !

La véritable insécurité, c'est l'insécurité sociale

En mettant en avant leur loi Immigration, Macron et Darmanin jouent la politique du pire, cherchant à attiser les préjugés racistes et xénophobes, en désignant les travailleurs étrangers et les migrants comme boucs émissaires.

Tous mènent leur campagne sur la prétendue « *insécurité* » qui serait due aux migrants et qui gangrènerait la société. Mais pour les travailleur.se.s, ce qui gangrène la société, c'est l'insécurité sociale, la peur de perdre son travail, de tomber dans la précarité, de perdre son logement, de ne plus pouvoir se soigner, se chauffer, nourrir sa famille... C'est cette insécurité qui est le terrain de la soi-disant « *délinquance* » que le gouvernement, relayé par les médias, veut instrumentaliser en permanence.

La première violence que nous subissons, c'est la violence sociale, ce sont les inégalités qui explosent avec l'inflation !

D'un côté, le CAC40 fête son meilleur mois de novembre depuis 40 ans et, de l'autre, les Restos du cœur annoncent

que pour la première fois, ils doivent réduire les dotations en repas et refuser près de 150 000 personnes cet hiver !

Et le gouvernement s'en prend à la protection sociale, en accusant les pauvres, les immigrés, les chômeurs !

La nouvelle convention de l'assurance-chômage organise la traque des chômeurs, le doublement des contrôles, la baisse des indemnités. Les bénéficiaires du RSA vont être soumis dès le 1er janvier à l'obligation d'effectuer 15 heures de travail hebdomadaires sous peine de voir leur allocation suspendue.

Toutes ces mesures ne visent qu'à essayer de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix, à maintenir les plus bas salaires malgré l'inflation qui continue de grimper.

Ni jeu parlementaire, ni dialogue social, comptons sur notre solidarité et nos luttes

Le maintien des profits « *quoiqu'il en coûte* » conduit à une profonde régression sociale. Elle se traduit par un appauvrissement de l'ensemble des travailleur.se.s, le recul de nos conditions de vie et par une offensive réactionnaire, xénophobe et raciste, menée par ceux qui veulent protéger leurs privilèges en nous dressant les uns contre les autres.

Face à cela, nous ne pourrions compter ni sur les manœuvres parlementaires, ni sur le « dialogue social » que nous vantent les directions syndicales. Celles-ci viennent de suspendre l'intersyndicale issue du mouvement des retraites, pour reprendre chacune leurs « discussions » avec le gouvernement. Du bla-bla qui ne sert qu'à nous paralyser, alors que le gouvernement poursuit son offensive contre les travailleur.se.s avec ou sans emploi, les services publics et la protection sociale !

Nous ne pourrions mettre un coup d'arrêt à cette régression que par nos luttes et en opposant une politique globale face à l'ensemble des attaques. La lutte pour les salaires, contre le chômage, contre le racisme est indissociable de celle pour nos droits démocratiques et pour imposer notre contrôle sur la société et l'économie que nous faisons tourner tous les jours.

Cela signifie faire vivre la solidarité de classe, l'internationalisme, l'unité de l'ensemble des travailleur.se.s, avec ou sans travail, des classes populaires, des jeunes, quelle que soit notre nationalité ou la couleur de notre peau.

Des pompiers au 15 ?

La situation de la régulation du CHU (le 15) n'en finit pas de se dégrader. Les appels peuvent parfois attendre 15 minutes avant que cela décroche, alors que chaque minute peut être précieuse. Face à cette situation insupportable pour les usagers comme pour les personnels, au manque chronique de personnel, la direction a fait appel... aux pompiers ! Ils sont deux chaque jour à venir à Pellegrin pour aider à répondre au téléphone, alors qu'eux-mêmes croulent sous la charge de travail.

Déshabiller Pierre pour habiller Paul, une façon de généraliser la crise... et la colère !

Grève des salariés de GBNA Logistics

Ces salariés (une vingtaine environ) de la sous-traitance du Groupe Bordeaux Nord préparent le matériel médical et assurent sa répartition dans les établissements et services.

En juillet dernier, ils ont été augmentés de 3 %, une augmentation insuffisante au regard de l'inflation.

Une partie d'entre eux se sont donc mis en grève la semaine dernière pour, entre autres, l'égalité de salaires, les salariés postés dans les cliniques touchant environ 110 € de moins que ceux qui travaillent sur la plateforme de préparation des commandes.

Après une semaine de grève, ils ont obtenu une augmentation de salaire de 52 € bruts pour 2 collègues postés en clinique et 110 € pour 2 autres.

Ils ont aussi créé de nouveaux liens avec les autres personnels, en particulier à Bordeaux Nord où les grévistes sont venus diffuser leurs tracts, soutenus par la CGT. Et alors qu'ils sont éclatés sur les différentes cliniques du groupe, ils ont resserré les liens entre eux, des choses précieuses pour la suite.

Les grévistes d'Elior se font respecter

Après plus de 2 mois de grève, le 11 décembre a eu lieu une nouvelle réunion de négociations avec la direction.

De nouvelles grévistes de Haut Lévêque étaient en grève ce jour-là.

Jusqu'à-là, la direction a dû céder sur la création de postes dans les hôpitaux de Langon et La Réole, une augmentation de 200 € pour les ASH de Bloc de la clinique Mutualiste.

Les grévistes ont rappelé que ce qu'elles veulent, c'est environ 300 € d'augmentation mensuelle qui inclut une prime de pénibilité, l'augmentation de la prime de dimanche de 50 %, du salaire de base de 50 cts de l'heure pour tous les salariés et non des augmentations catégorielles ou par site.

Affichant son mépris, la direction a annoncé une prime mensuelle de 40 € pour les ASH des services de soins désinfectant les chambres à la vapeur et une prime ponctuelle de 250 € en janvier pour celles présentes depuis mars 2023. Mais seulement pour les salariés de Langon : loin des revendications. Déterminées, nos camarades grévistes ont

décidé de poursuivre leur mouvement auquel elles doivent ce qu'elles ont obtenu jusque-là.

Lente agonie de la cardio Saint-André

Cela fait des années que la direction du CHU parle de déménager les services de cardiologie de Saint-André sur Haut-Lévêque à Pessac, ou plutôt l'activité de ces services, car les lits fermés ici ont bien peu de chances de rouvrir là. Le bloc ferme. Certains examens se font désormais sur Haut-Lévêque. L'avenir de plusieurs unités, dont l'USIC (urgences et soins intensifs cardio) est plus qu'incertain.

La direction, évasive, et l'ARS semblent attendre que les choses se délitent. Le personnel, désespéré et lassé, est encouragé à partir dans d'autres services, d'autres se mettent en disponibilité alors que médecins et internes manquent déjà.

Il n'y aura bientôt plus de cardiologie en centre-ville. Une étape de plus dans le démantèlement de l'hôpital !

Tout va bien

Le directeur de l'hôpital psychiatrique Charles Perrens est content. Il visite ses équipes et déclare que la situation de l'hôpital s'améliore. Le départ des agents semble être compensé par des nouveaux, et l'Ifsi accueille plus d'étudiants infirmiers.

Il se vante que grâce à l'utilisation de l'application mobile de remplacement dit Hublo, les soignants pallient les manques d'effectifs, ainsi sécuriseraient les équipes grâce aux renforts et permettraient la bonne prise en charge des patients.

Il dit, à qui veut bien le croire, vouloir mettre fin aux lits supplémentaires dans les services, en transformant une chambre existante en chambre dédiée à l'admission en urgence : ce qui supprime de fait un lit d'hospitalisation classique.

Même si les heures supplémentaires permettent d'arrondir les fins de mois, les conséquences sont là : repos en moins, épuisement, prise en charge des patients de moins en moins qualitative puisque les personnels semblent interchangeable alors même qu'on sait tous que le soin en psy se construit dans la permanence avec des soignants identifiés et ressources. Mais de ça le directeur a l'air de ne pas en avoir grand-chose à faire !

Les milliards pour la recherche, pas pour l'armée !

Tous les ans en décembre, le spectacle indécent du Téléthon revient : pouvoirs publics et chaînes de télé nous supplient de donner pour financer la recherche.

Soigner les malades, permettre aux chercheurs de travailler, aux enfants et à leurs proches de bénéficier des avancées de la science, dépendrait de notre générosité ? Cela alors que les milliardaires français ont augmenté leur fortune de 189 milliards en 2023 et que la loi de programmation militaire 2024-2030 prévoit 413 milliards d'euros ?

Alors une proposition : on consacre ces centaines de milliards à la recherche et on organise des quêtes et des tombolas pour financer l'armée et les actionnaires !

